

# Introduction

Dans son ouvrage *Le Tournant géographique* (1999), appelant les mots « construction européenne », « mondialisation », « immigration », « tourisme de masse », « démocratie locale » et bien d'autres encore, Jacques Lévy relève que « les grands problèmes d'aujourd'hui sont toujours aussi, et désormais peut-être d'abord, des problèmes géographiques <sup>1</sup> ». Après avoir souligné la prégnance du géographique dans les débats de société, l'auteur propose de considérer, au niveau des débats scientifiques, que la dimension spatiale de l'étude des sociétés gagne en importance dans différentes disciplines et surtout que la géographie contemporaine est engagée dans la construction d'un nouveau paradigme, dont il s'attache à préciser les contours tout au long de l'ouvrage. Ce mouvement implique une modification des mots de la géographie : certains sont apparus, comme « flux » ou « pôles », d'autres ont acquis de nouvelles significations, comme « lieu », « aires », « territoires » et « réseaux », d'autres enfin sont remis en question ou tendent à disparaître, comme « région », « milieu » ou « genre de vie ».

Parmi les termes géographiques dont la pertinence est interrogée, nous pourrions ajouter ceux d'espace rural, campagne, ruralité, termes proches les uns des autres même si, en première approche, l'espace rural permet d'insister sur la spatialité des objets étudiés tandis que la campagne peut renvoyer davantage au registre des représentations et du paysage, alors que la ruralité renvoie à l'ensemble des territoires construits autour d'organisations sociales, économiques et politiques dans des situations marquées par une basse densité de population (du moins dans les pays du Nord), la prégnance du végétal et l'importance de l'activité agricole, au moins par les surfaces qu'elle occupe.

Depuis une quarantaine d'années, de nombreuses analyses traitent d'un effacement de l'espace rural, sous les effets conjugués du progrès technique, des mobilités, de la globalisation et la périurbanisation, signant la fin des espaces ruraux comme

---

1. Lévy, 1999, p. 21.

espaces d'organisation productive et sociale spécifique, par exemple H. Mendras, *La Fin des paysans*, 1967, M. Marié et J. Viard, *La Campagne inventée*, 1977, J-P. LE GOFF, *La Fin du village : une histoire française*, 2012. Au-delà de la fin des communautés villageoises, les espaces ruraux sont décrits comme en crise démographique et socio-économique (R. BÉTEILLE, *La France du vide*, 1981, *La Crise rurale*, 1994), sauf à être absorbés par les aires d'influence urbaine (voir par exemple Y. Djellouli, C. Emelianoff *et al.*, *L'Étalement urbain. Un processus incontrôlable ?*, 2010).

Ces analyses, sur lesquelles nous reviendrons, ne laissent pas de nous interroger, en tant que membre du laboratoire « Dynamiques rurales », riche de vingt-cinq années de recherches donnant autre chose à voir qu'un espace rural qui n'en finirait pas de disparaître. Si les réflexions convoquées dans le débat scientifique et dans le débat public s'expriment aujourd'hui en termes d'aires urbaines <sup>2</sup>, d'espaces intermédiaires <sup>3</sup>, d'espaces de faible densité <sup>4</sup> ou d'interterritorialité <sup>5</sup>, bien plus qu'en termes d'espace rural, est-ce à dire que l'on peut renoncer à ces derniers termes sans grand dommage, pour lire l'agencement spatial de la vie sociale <sup>6</sup> ?

La contradiction est frappante avec les analyses qui posent le retour en force des questions rurales en tant que questions de société durant les années 2000. Dans son introduction au numéro « Le sens du rural aujourd'hui » de la revue *Études rurales* <sup>7</sup>, l'historien Gérard Chouquer en dresse un inventaire et propose quelques pistes pour actualiser l'agenda scientifique en conséquence :

La ruralité, aujourd'hui, nous confronte à des problèmes particulièrement graves : l'insécurité alimentaire, qui touche près de 1 milliard d'êtres humains ; l'insécurité foncière ; l'insécurité énergétique, qui oblige à recourir aux agrocarburants et à supporter leurs effets sur l'environnement ; les politiques de la nature ; la légitimité des aspirations locales ; la défense des formes paysannes de production ; la globalisation ; la réinvention d'une forme d'agronomie. La prise en compte de l'intersection entre des formes anciennes d'organisation du monde et les formes actuelles fait de la tribu, de la parenté, de la propriété, des formes de production, de la solidarité, de la revendication, etc., des concepts à revisiter. La ruralité se présente aussi à nous sous des formes nouvelles, de métissage, d'interidentité, de parité, de cosmopolitisme, tous ces mots relevant d'une épistémologie à redéfinir. La croissance de la ville et du

---

2. Insee 1995, 2011.

3. Bonerandi *et al.*, 2003.

4. DATAR, 2010.

5. Vanier, 2008.

6. Nous reprenons la formule de J. Lévy, pour qui le propos de la recherche géographique est de comprendre l'agencement spatial de la vie sociale (1999, p. 11).

7. Chouquer, 2011, p. 9.

fait urbain, longtemps mise en avant pour expliquer la perte d'intérêt pour le rural, ne réduit pas le champ de la ruralité mais l'augmente au contraire en investissant la nature de fonctions, de valeurs et de représentations nouvelles, qui créent et élargissent les formes géographiques et sociales du contact.

Pour réinterroger la pertinence de la catégorie « espace rural », un domaine s'annonce particulièrement intéressant : la géographie du commerce. Sa richesse est amplement démontrée, entre autres exemples, par les travaux de la commission de géographie du commerce, au sein du Comité national français de géographie. Cette commission comporte une quarantaine d'enseignants-chercheurs français et quelques collègues francophones. Dans sa version de 2012 <sup>8</sup>, la bibliographie de ses membres permet de voir en quoi l'évolution du commerce est emblématique des évolutions sociétales tout au long des années 2000, en particulier de l'évolution des rapports société – espace. En croisant des approches de géographie économique, sociale, culturelle et politique, en étudiant des terrains divers (France et différents pays d'Europe, Afrique et Amérique latine, principalement), l'objectif de caractériser qualitativement le commerce pour mieux en percevoir les impacts géographiques demeure inchangé <sup>9</sup>. Durant la période récente, il s'agit d'étudier les nouveaux concepts commerciaux comme les centres de magasins d'usine et les villages de marques <sup>10</sup>, les multiplexes et les parcs de loisirs périurbains <sup>11</sup>, parallèlement à la recomposition des centres commerciaux <sup>12</sup> et du commerce de proximité <sup>13</sup>.

Ceci appelle une analyse des localisations commerciales et de l'organisation spatiale du commerce <sup>14</sup>, thèmes privilégiés dès ses débuts par la géographie du commerce <sup>15</sup> et prolongés depuis les années 1990 par des travaux en géomarketing et en modélisation des réseaux commerciaux <sup>16</sup>. L'analyse est également complétée par des travaux sur l'accessibilité des centralités commerciales <sup>17</sup> et sur les discontinuités spatiales structurant les appareils commerciaux ou structurées par eux <sup>18</sup>.

---

8. [http://www.cnfg.fr/images/stories/docs\\_commerce/2013/BiblioCommissionCommerce2012.pdf](http://www.cnfg.fr/images/stories/docs_commerce/2013/BiblioCommissionCommerce2012.pdf), consulté le 03/05/2014, 123 p.

9. Sporck, 1976, cité par Lebrun, 2013.

10. Lamy, 2008 ; Morvan et Sabatier, 2010.

11. Gasnier, 2003.

12. Lestrade, 2002.

13. Navereau, 2011.

14. Grimmeau et Wayens, 2004 ; Mérenne-Schoumaker, 2008.

15. Berry, 1971 [1967].

16. Devillet, 2009, cité par Lebrun, 2013.

17. Delage et Fleury, 2011.

18. Lebrun, 2013.